

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA  
Fitiavana-Tanindrazana-Fandrosoana

# **TOME 1**

## **DOCUMENT DE PERFORMANCE**

**ANNEXE**  
**A LA LOI n°2021-027**  
**PORTANT LOI DE FINANCES**  
**POUR 2022**

*Livre 1*

# ANNEXES

## TOME 1

*Annexe 1* : Rapport définissant les conditions  
générales de la Situation Économique  
et Financière

*Annexe 2* : Document de Performance

# ANNEXE 1

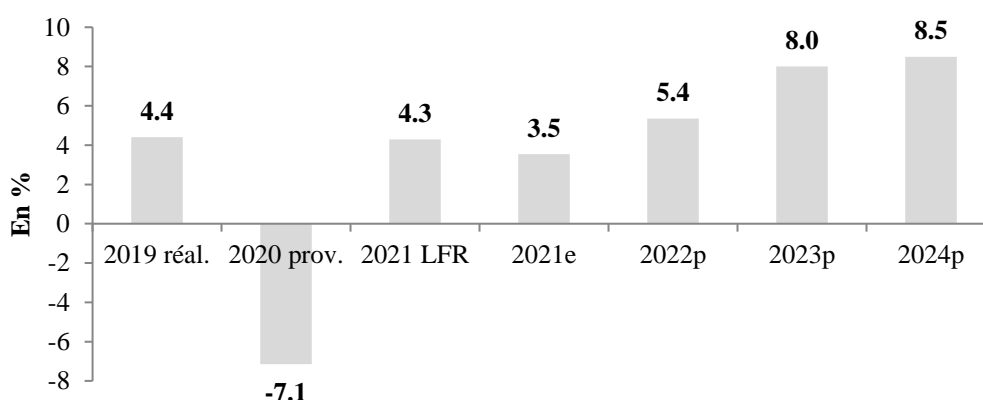
RAPPORT DÉFINISSANT  
LES CONDITIONS GÉNÉRALES  
DE LA SITUATION ECONOMIQUE  
ET FINANCIÈRE

## I. SECTEUR REEL

### A. Croissance économique

L'année 2022 annonce une normalisation progressive de la situation avec notamment la réouverture des frontières et le redémarrage des activités touristiques. Par ailleurs, la mise en œuvre de nombreux projets d'investissements, spécifiquement ceux en faveur de l'émergence du Sud du pays contribuera à accélérer et consolider la reprise économique pour avancer dans la transformation structurelle de Madagascar. Une croissance économique de +5,4% est ainsi projetée en 2022. A moyen terme, les perspectives vont nettement s'améliorer avec une croissance de 8% en 2023 et de 8,5% en 2024.

Figure 1 : Taux de croissance réel du PIB (Var. %)



Sources : MEF/SG/DGEP/DEME/SPCM et INSTAT  
e : estimation  
p : prévision

#### 1. Secteur primaire

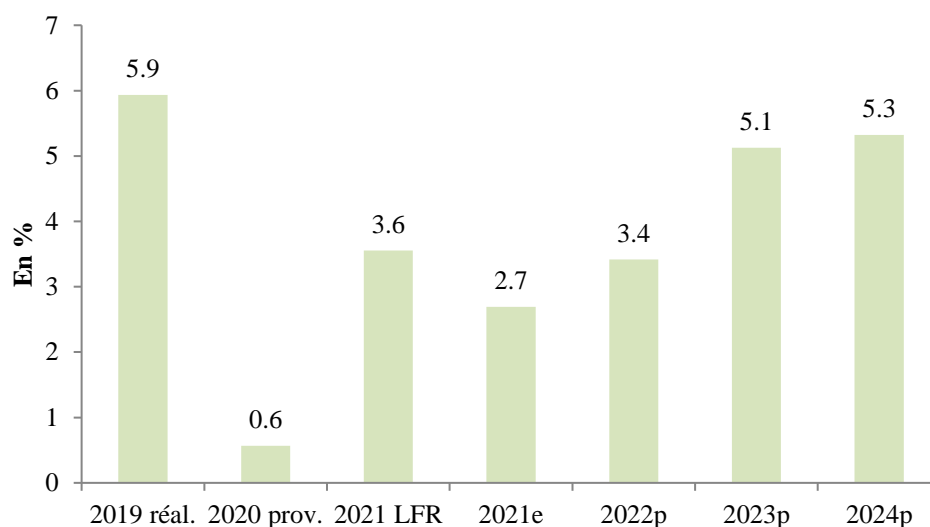
La croissance du secteur primaire devrait atteindre 3,4% en 2022 après avoir été de 2,7% en 2021. Les programmes de promotion des semences de riz hybride devraient aboutir à une hausse de 9% de la production rizicole en 2021 ; une diffusion plus large de ces semences conduirait à une augmentation plus significative de la production en 2022.

Par ailleurs, la poursuite des aménagements et extension des périmètres agricoles, la facilitation de l'accès aux intrants agricoles, les programmes de mécanisation et de distribution de titres verts contribueraient à l'atteinte d'une croissance de 3,8% pour le secteur *Agriculture* en 2022 (contre 3% en 2021).

Le secteur *Élevage et Pêche* devrait afficher une croissance de 2,8% en 2022. En effet, il est attendu un rendement significatif pour l'élevage à cycle court, bénéficiaire d'appuis substantiels de la part du Ministère de tutelle. Quant à la filière *Pêche*, les actions en faveur de la professionnalisation des acteurs devraient permettre son développement.

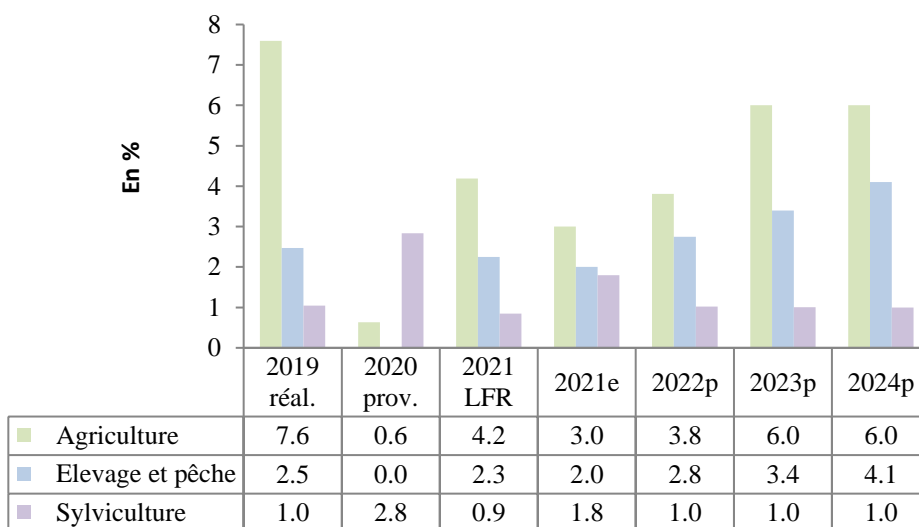
Enfin, pour la branche *Sylviculture*, les actions en faveur de la protection de l'environnement (reboisement, établissement de zones protégées) ainsi que le développement de la filière huiles essentielles devraient booster cette branche.

**Figure 2 : Croissance du secteur primaire (Var. %)**



Sources : MEF/SG/DGEP/DEME/SPCM et INSTAT  
*e* : estimation  
*p* : prévision

**Figure 3 : Evolution des branches du secteur primaire (Var. %)**



Sources : MEF/SG/DGEP/DEME/SPCM et INSTAT  
*e* : estimation  
*p* : prévision

## 2. Secteur secondaire

Le secteur secondaire est celui qui a le plus souffert des effets de la crise sanitaire en 2020. En effet, la contraction des activités industrielles a atteint -29,5%. En 2021, la situation s'est éclaircie avec la réouverture de l'exploitation d'Ambatovy en Mars 2021. Même si les mesures de restriction consécutives à la deuxième vague de la pandémie ont bridé les activités du secteur, celui-ci devrait croître de 13% en 2021. Avec la fin de l'état d'urgence sanitaire, le niveau élevé de la demande mondiale, la normalisation de la situation des chaînes d'approvisionnement mondial, et les investissements attendus (mines et textiles notamment), la croissance du secteur secondaire devrait être de 8,5% en 2022.

Après une chute de -56,8% en 2020, l'*Industrie extractive* devrait rebondir en 2021 grâce à la reprise des exportations minières, notamment celles d'Ambatovy (croissance de 35,8% attendue en 2021). Par ailleurs, les engagements internationaux en faveur de la transition énergétique (notamment ceux des grands constructeurs automobiles qui projettent de produire majoritairement voire uniquement des véhicules électriques à l'horizon 2030<sup>1</sup>) devraient booster les investissements pour l'exploitation de minerais entrant comme le graphite et le cobalt (nécessaires pour la fabrication des batteries des voitures électriques). Les exploitations de graphite Vatovina et Sahamamy devraient produire 30.000 tonnes en 2022<sup>2</sup> et celle de Molo, avec une réserve estimée à 145 millions de tonnes, produirait 17.000 tonnes en 2022<sup>3</sup>. L'industrie extractive devrait alors connaître une croissance de 19% en 2022.

La pandémie de Covid-19 a engendré une récession de -15,7% de la branche du *Textile* en 2020. La normalisation progressive de la situation en 2021 devrait permettre au secteur de rebondir de 27,6% en 2021. Madagascar investit pour le développement de la branche *Textile*, avec notamment l'aménagement des zones industrielles textiles comme celle de Moramanga. En outre, il existe des investissements du secteur privé comme l'alliance entre SOCOTA et CIEL pour une usine de filature à Antsirabe. En 2022, cette branche devrait ainsi avoir une croissance de 6,4%.

Avec les projets d'investissements publics dans l'infrastructure (routes, ponts, logements sociaux, etc.), la branche *Matériaux de construction* devrait connaître un essor sur le court et moyen terme. Après une contraction de -18,4% en 2020, la situation de la branche en 2021 reste problématique (recul de -11,4%). Cependant, avec les projets d'infrastructures en vue et les mouvements dans l'industrie du ciment (rachat de Holcim par Cementis<sup>4</sup>, construction d'usines par Raysut<sup>5</sup>), cette branche devrait connaître une croissance de 7,1% en 2022.

---

<sup>1</sup> Voir entre autres <https://www.lesechos.fr/industrie-services/automobile/voiture-electrique-volkswagen-veut-ecraser-le-marche-europeen-1295792> et <https://www.agenceecofin.com/mines/0709-91267-les-geants-de-l-automobile-visent-le-tout-electrique-des-2030-un-important-manque-a-gagner-pour-l-afrique>

<sup>2</sup> Voir entre autres <https://www.agenceecofin.com/graphite/2104-87451-madagascar-la-mine-de-graphite-vatovina-entre-en-production-commerciale> et <https://www.agenceecofin.com/investissement/1604-87284-tirupati-graphite-leve-14-millions-pour-accroitre-sa-capacite-de-production-en-inde-et-a-madagascar>

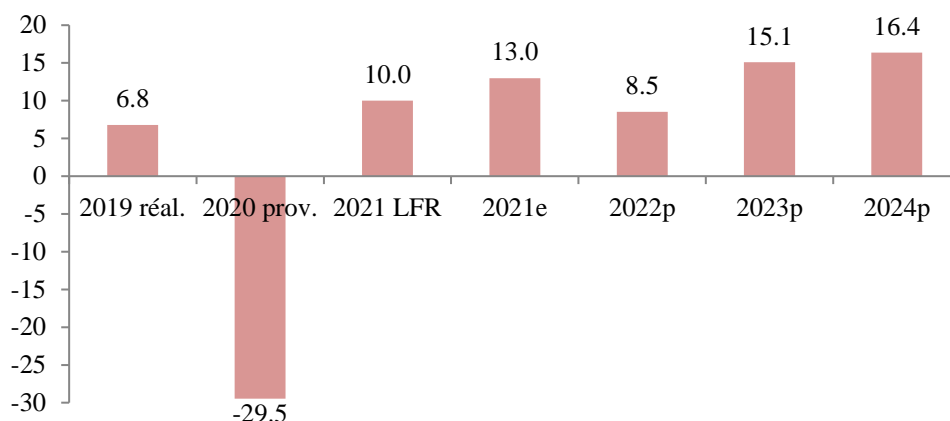
<sup>3</sup> Voir <https://www.agenceecofin.com/graphite/2605-88536-madagascar-nextsource-materials-conclut-son-premier-accord-d-enlevement-pour-le-graphite-de-molo>

<sup>4</sup> Voir <https://www.business-magazine.mu/actualites/autres/lafargeholcim-ocean-indien-devient-cementis-ocean-indien/>

<sup>5</sup> Voir <https://lexpress.mg/03/03/2020/secteur-cimentier-madagascar-seduit-le-moyen-orient/>

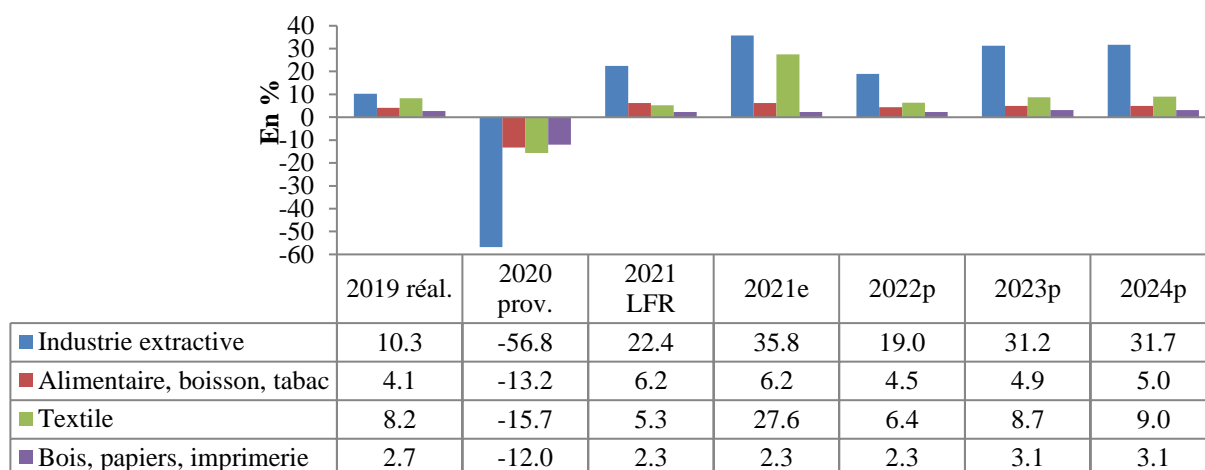
La branche *Electricité, Eau et Gaz* a connu une progression timide en 2021 avec une croissance de 0,1%. Les projets pour moderniser le parc énergétique malagasy (parcs solaires, extension de Mandraka 3, etc.) permettraient d'accélérer la croissance de la branche à 2,3% en 2022.

**Figure 4 : Croissance du secteur secondaire (Var. %)**



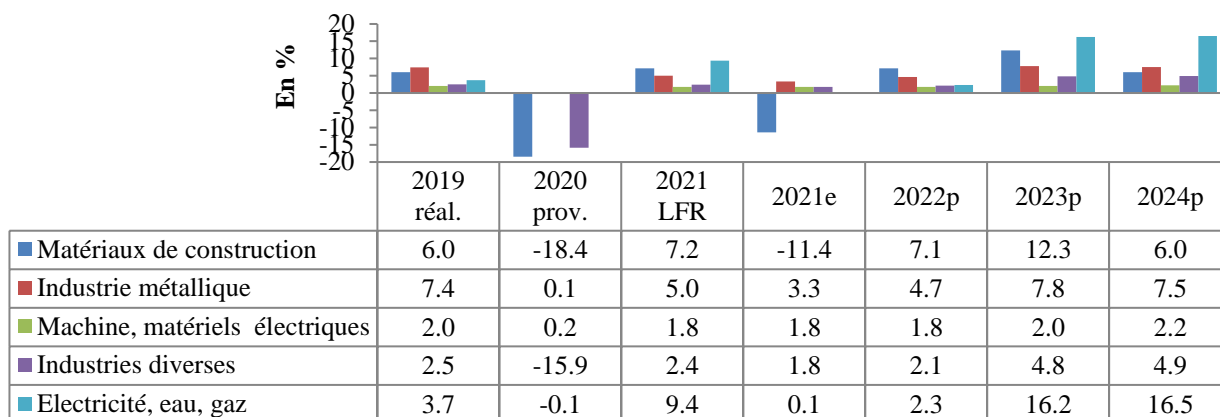
Sources : MEF/SG/DGEP/DEME/SPCM et INSTAT  
e : estimation ; p : prévision

**Figure 5 : Evolution des branches du secteur secondaire (Var. %) (a)**



Sources : MEF/SG/DGEP/DEME/SPCM et INSTAT  
e : estimation ; p : prévision

**Figure 6 : Evolution des branches du secteur secondaire (Var. %) (b)**



Sources : MEF/SG/DGEP/DEME/SPCM et INSTAT  
e : estimation ; p : prévision



### 3. Secteur tertiaire

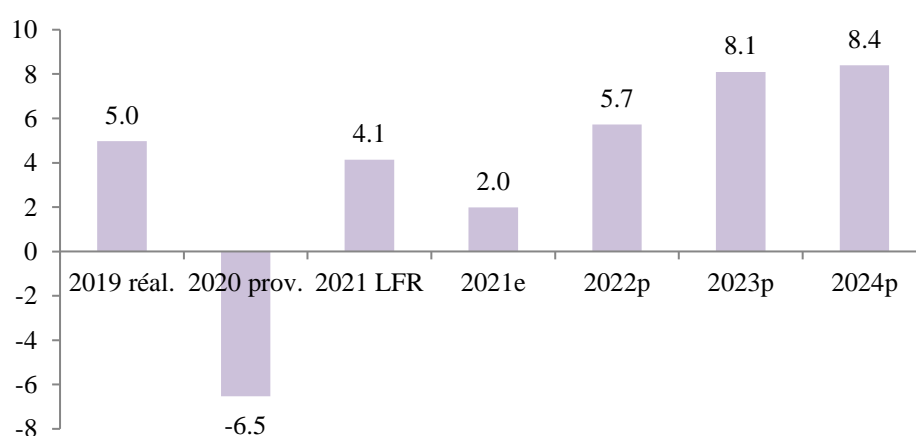
Le secteur tertiaire a été fortement pénalisé par les mesures de restriction engagées pour lutter contre la Covid-19, avec une contraction de -6,5% en 2020. La branche *Hôtel et restaurant* a été la plus touchée (-55,8%) à cause de la fermeture des frontières qui a abouti à l'arrêt des activités touristiques. La deuxième vague de la pandémie et le prolongement des dispositions de l'état d'urgence sanitaire jusqu'au troisième trimestre 2021 aboutiraient à une nouvelle contraction de la branche *Hôtel et restaurant* de -76,6% en 2021. Par contre, pour 2022, une croissance de 13.1% est attendue avec le redémarrage des activités touristiques.

Concernant la branche des *Bâtiments et Travaux Publics*, l'année 2021 a vu une reprise relativement modeste des activités (+2,9%) à cause des incertitudes liées au Covid-19. Pour 2022, forte d'une situation sanitaire revenue à la normale, l'accélération de la reprise économique serait corollaire auxancements et à la poursuite de chantiers d'infrastructures qui aboutiraient à une croissance de +12,9% pour la branche des *Bâtiments et Travaux Publics*.

La branche *Transport* a aussi fortement souffert en 2020 (-6,4%). Si la situation s'améliorait en 2021 (+4,8%) malgré la deuxième vague de la pandémie, la croissance des activités de transport devrait s'accélérer à partir de 2022 (+6,5%).

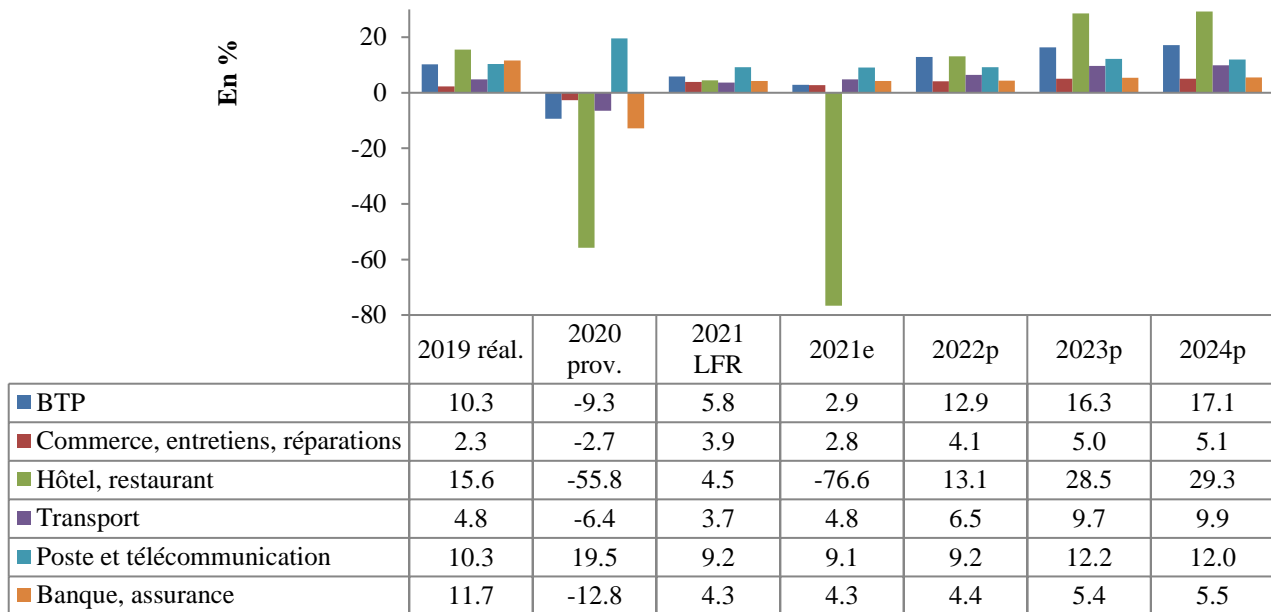
Par ailleurs, il faut noter que la branche des *Postes et Télécommunications* a connu une croissance exceptionnelle de 19,5% en 2020 en profitant du basculement en télétravail et des investissements tant publics que privés dans la digitalisation. Le dynamisme devrait se poursuivre avec une croissance de 9.1% attendue en 2021 et 9.2 en 2022.

Figure 7 : Croissance du secteur tertiaire (Var. %)



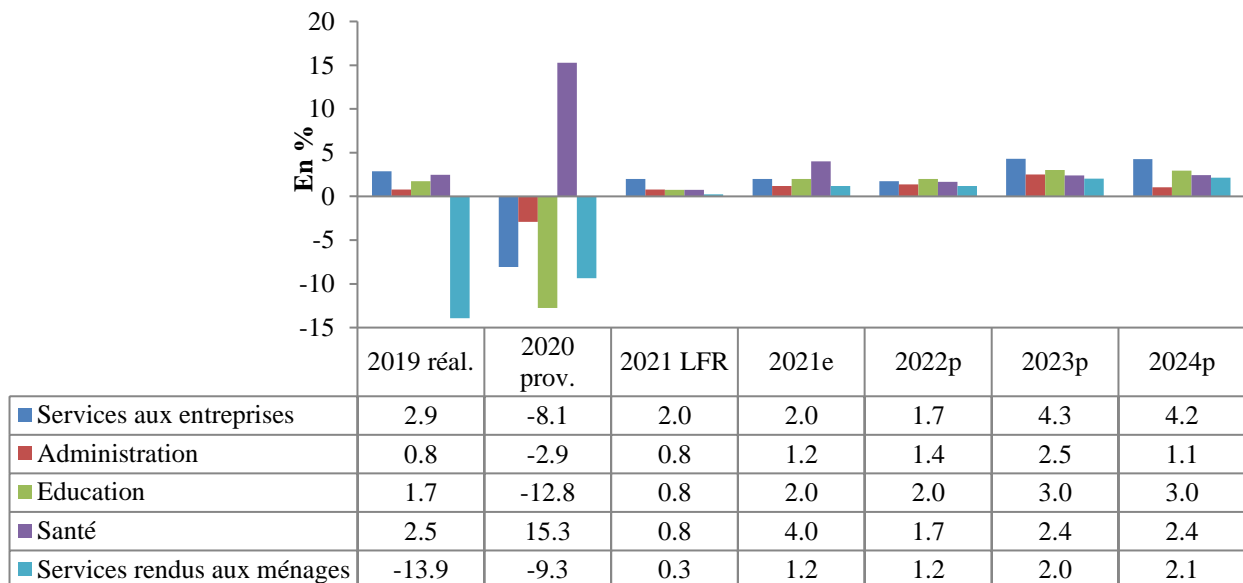
Sources : MEF/SG/DGEP/DEME/SPCM et INSTAT  
e : estimation ; p : prévision

Figure 8 : Evolution des branches du secteur tertiaire (Var. %) (a)



Sources : MEF/SG/DGEP/DEME/SPCM et INSTAT  
e : estimation ; p : prévision

Figure 9 : Evolution des branches du secteur tertiaire (Var. %) (b)



Sources : MEF/SG/DGEP/DEME/SPCM et INSTAT  
e : estimation ; p : prévision

## B. Analyse des investissements

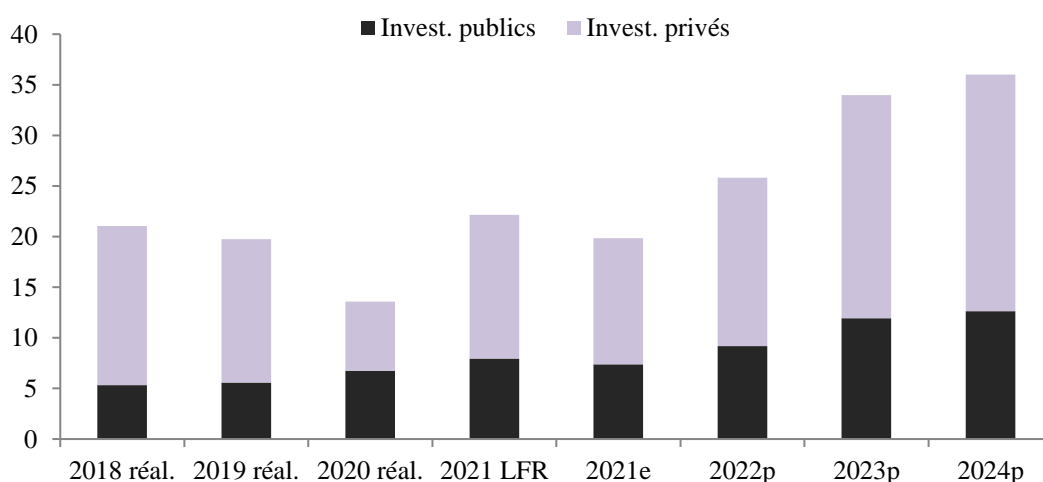
La pandémie de Covid-19 a continué à peser sur l'économie malagasy en 2021. En effet, la deuxième vague survenue vers la fin du premier trimestre 2021 a perpétué l'incertitude auprès des investisseurs et a obligé le Gouvernement à maintenir les mesures de restrictions (confinement,

fermeture des frontières, limitation des déplacements entre régions touchées par la pandémie, etc.) qui ont perturbé la reprise de activités économiques.

Cependant, l'économie malagasy devrait croître de +3,5% en 2021. L'avancée du programme de vaccination, la maîtrise de la pandémie, la fin de l'état d'urgence sanitaire et la réouverture des frontières devraient accélérer la reprise économique. L'objectif du Gouvernement est ainsi de consolider cette reprise en promouvant les investissements dans les domaines porteurs de transformations structurelles et pallier aux fragilités que la crise a accentuées.

Malgré un espace budgétaire toujours limité, les investissements publics devraient atteindre 9,2% du PIB en 2022, soit une augmentation de 1,8 points de pourcentage par rapport à 2021. Cela sera rendu possible grâce aux mesures qui permettront d'augmenter les recettes fiscales, aux accords de financement conclus par le Gouvernement, et à l'allocation de DTS par le FMI. Les projets d'investissement seront, entre autres, axés dans l'énergie (mise en place de parcs solaires, extension de la centrale hydroélectrique Mandraka 3, etc.), l'aménagement et l'extension des périmètres agricoles, le développement d'infrastructures d'adduction d'eau (notamment la construction du pipeline Efaho dans le Sud), et l'amélioration de la couverture géographique et du plateau technique des installations sanitaires à Madagascar (constructions et rénovations de centres de santé et d'hôpitaux, recrutement de personnel médical et acquisition de matériels modernes).

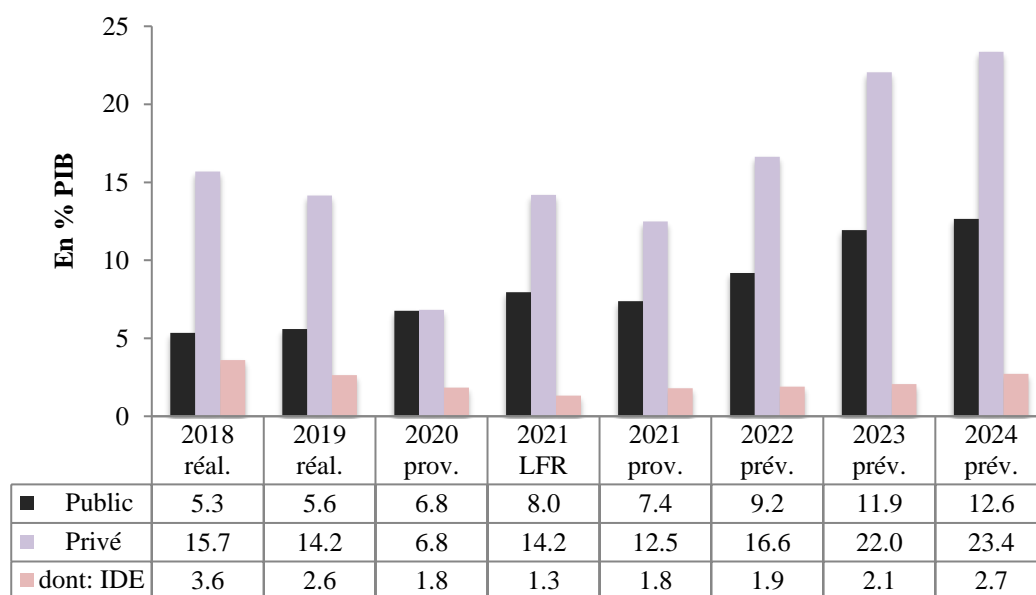
**Figure 10 : Evolution du taux d'investissement à Madagascar (% PIB)**



Sources : MEF/SG/DGEP/DEME/SPCM et INSTAT  
e : estimation ; p : prévision

L'amélioration de la situation économique et les réformes prises par l'Etat devraient également inciter les entreprises à investir. Ainsi, il est attendu que les investissements privés atteignent 16,6% du PIB en 2022. Les secteurs des mines, du textile mais aussi des services devraient enregistrer une accélération des investissements.

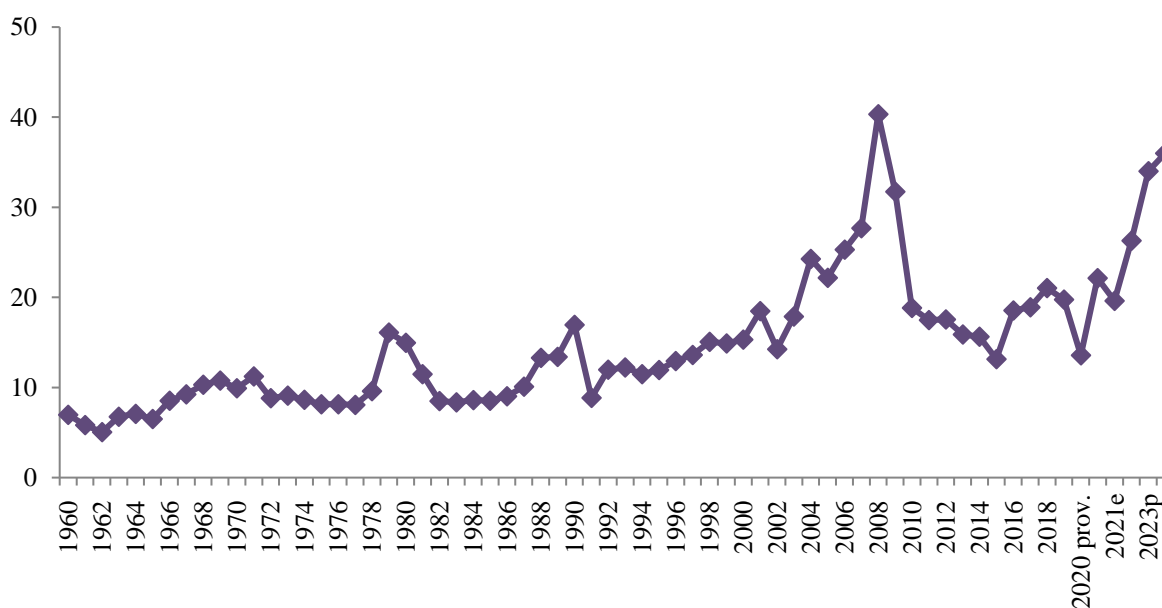
**Figure 11 : Evolution du taux d'investissement à Madagascar (% PIB)**



Source : MEF/SG/DGEP/DEME/SPCM

Compte tenu des objectifs de croissance à moyen terme (8% de croissance en 2023), il est attendu une hausse substantielle des investissements publics, dont l'effet d'entraînement devrait aboutir à une accélération significative des investissements privés. Ainsi, en 2023, le total des investissements devrait compter pour 33,9% du PIB (avec des investissements publics à hauteur de 11,9% du PIB et des investissements privés jusqu'à 22% du PIB).

**Figure 12 : Historique de l'évolution du taux d'investissement brut à Madagascar**



Source : MEF/SG/DGEP/DEME/SPCM

## II. INFLATION<sup>6</sup>

### 1. Evolution de l'inflation en 2021

Les dernières données disponibles en fin Août 2021 indiquent un taux d'inflation de 6.1%, en glissement annuel. Le secteur de la santé est celui où l'augmentation des prix a été la plus prononcée (10,5%). Si le prix du riz a augmenté de 7,6% en fin Août 2021 par rapport à la même période l'année dernière, la hausse des prix de l'ensemble des PPN a été de 8,9%.

La situation aurait pu être encore plus accentuée sans les mesures prises par le Gouvernement. En effet, l'on constate que :

- Le maintien des prix du carburant inchangés depuis la dernière révision de juin 2019, a certainement été d'une aide considérable. Ce produit a un effet d'entraînement important sur le prix de l'ensemble des autres produits du panier à travers le coût de transport. A cela s'ajoute l'effet de la réduction de la TVA à 5% du gaz butane qui contribuerait à contenir les prix pour la catégorie gaz et combustibles
- L'importation de riz (Vary Tsinjo), et l'écoulement de riz subventionné sur le marché de proximité (Vary Mora) suite à la collaboration initiée par le Ministère en charge du Commerce et les commerçants de gros ont contribué à contenir une hausse inéluctable des prix du riz. Quoique conjoncturelles, ces mesures ont permis de ralentir et d'atténuer la hausse et stabiliser les effets d'entraînement du prix du riz sur l'inflation en général. Aux mesures sur le riz s'ajoutent les effets des mesures fiscales sur certains PPN : l'exonération à la TVA du maïs, de la farine, de l'huile alimentaire, et du blé.
- La hausse est de seulement 1,8% pour le domaine de la communication. Les droits d'accise sur la télécommunication ont été baissés de 10% à 8% par le Gouvernement.

Depuis le mois de mars 2021, les données nous ont déjà alerté sur une trajectoire tendancielle à la hausse de l'inflation : l'inflation a commencé à dépasser la barre de 5% depuis le mois de mars 2021. En juillet, elle était encore évaluée à 6,3%. A ce rythme, il est fort probable que les prix continuent de s'accroître jusqu'en décembre, phénomène accentué par la hausse traditionnelle mais saisonnière de fin d'année tirée par la demande. On pourrait se retrouver avec un taux d'inflation mensuelle de 7% en décembre (glissement annuel en fin de période).

### 2. Perspectives sur l'évolution de l'inflation

Si l'inflation mensuelle présente une tendance à la hausse jusqu'à la fin de l'année 2021 (prévue atteindre 7% en décembre), la moyenne pour l'ensemble de l'année devrait se situer à 6%.

Les prévisions pour 2022 afficheraient un taux moyen dépassant la barre de 7%, mais reviendra au niveau de 6% pour les années suivantes. Cette évolution est sous-tendue, entre autres, par une légère augmentation du prix du pétrole au niveau mondial tirée par les relances économiques au niveau

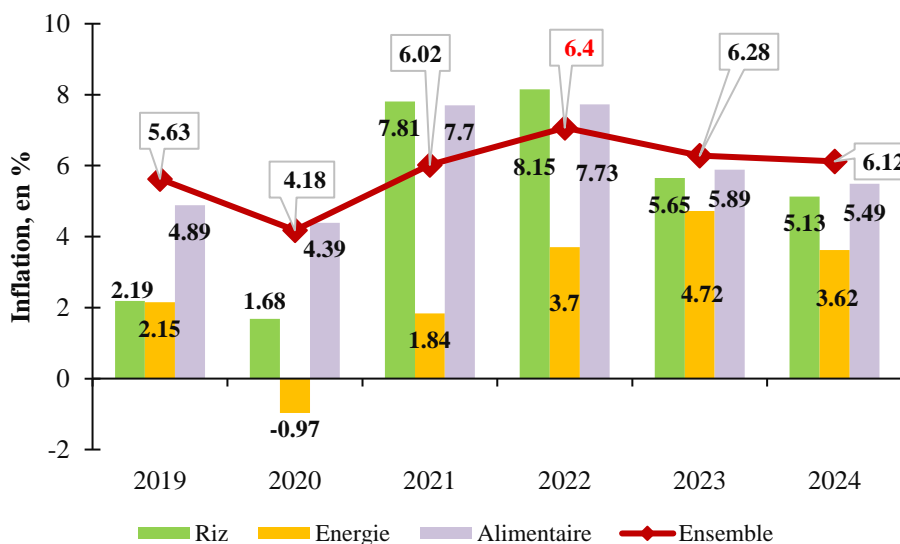
---

<sup>6</sup> Données et analyse émanant de l'INSTAT.

de plusieurs pays, notamment durant le premier semestre 2021 (autour de 70\$/baril). L'estimation d'une légère augmentation du prix du pétrole brut est envisagée pour les années 2022 et 2023.

Par ailleurs, la reprise de la croissance économique à Madagascar, qui a débuté en cette année 2021 et qui se poursuivra en 2022, induira une augmentation significative des prix sur le marché. Par contre, l'effet de cette croissance sur les prix pourrait être quelque peu réduite à partir de 2023, ce qui ramène l'inflation au niveau de 6%.

**Figure 13 : Taux d'inflation, en glissement annuel (moyenne période)**



Source : MEF/SG/INSTAT

### III. SITUATION MONETAIRE

Une légère tendance à la hausse des agrégats monétaires a été observée en 2021 mais elle est restée modérée. Depuis le début de l'année, les variations de ces agrégats ont été d'une amplitude modérée, avec une baisse de 0,5 % de la base monétaire et une hausse de 5,2 % de la masse monétaire. D'un côté, le recul de la base monétaire a été essentiellement expliqué par les interventions de la BFM, lesquelles se sont soldées par une absorption nette de 133,9 milliards d'Ariary, représentant l'écart entre l'encours des injections de la BFM sur le marché monétaire de 608,9 milliards d'Ariary en fin 2020 et de 475,0 milliards d'Ariary en fin septembre 2021. La BFM y a continuellement injecté de la liquidité pour répondre aux besoins des banques. De l'autre côté, plus de la moitié de la croissance de la masse monétaire a été expliquée par la progression des créances bancaires sur l'économie.

En termes de glissement annuel, l'expansion de la base monétaire a été de 5,6 % en fin septembre 2021, contre 10,8 % en fin 2020 et un repli de 4,8 % en 2019 sur la même période. Parallèlement, le glissement annuel de la masse monétaire a été de 12,9 % en août 2021, après 12,1 % en fin 2020 et 7,1 % en fin 2019. La progression des créances bancaires sur l'économie et, dans une moindre proportion, les opérations de l'Etat ont tiré l'évolution de la masse monétaire.

Compte tenu des différentes hypothèses des prévisions macroéconomiques [établies en collaboration avec le Ministère de l'Economie et des Finances] en fin octobre 2021, la croissance annuelle de la masse monétaire serait estimée à 17,8 % en fin 2021, pour atteindre 19,2 % en fin 2022. Elle redescendrait respectivement à 10,1 et 9,5 % en 2023 et 2024.

**Tableau 1 : Evolution de la masse monétaire M3 et de ses contreparties**

<i>En milliards d'Ariary</i>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021e</b>	<b>2022p</b>
<b>Masse monétaire M3</b>	<b>12,659.3</b>	<b>14,190.3</b>	<b>16,718.4</b>	<b>19,868.3</b>
Circulation fiduciaire	3,314.8	3,570.2	3,853.7	4,146.9
Dépôts totaux	9,344.6	10,620.1	12,864.6	15,567.5
<b>Contreparties de M3</b>				
Avoirs extérieurs nets	4,614.2	4,876.3	4,428.3	5,633.9
Avoirs intérieurs nets	8,045.1	9,314.0	12,290.1	14,080.6

Source : BFM/DET

#### IV. BALANCE DE PAIEMENT

La persistance de la crise sanitaire au niveau mondial ainsi que la deuxième vague de la pandémie à Madagascar ont eu un impact inattendu sur la situation des paiements extérieurs du pays. Si en 2020, le solde global des paiements extérieurs était négatif de -1,5 % du PIB, la balance des opérations devrait être positive, de l'ordre de 2,4 % du PIB en 2021. Cette situation est surtout expliquée par la comptabilisation au niveau de la rubrique des opérations en « capital et financières » de l'allocation spéciale de DTS accordée par le FMI, évaluée à près de 2,4 % du PIB.

##### 1. Compte courant

Le compte courant s'est détérioré de -5,1 % du PIB en 2020, après -2,3 % en 2019, et s'établirait à -5,5 % du PIB en 2021. Ce dernier est surtout attribuable à l'évolution défavorable des opérations sur les services, dont le tourisme, en dépit de la réouverture attendue des frontières.

En 2022, le déficit du compte courant représenterait -4,8 % du PIB, qui découlerait notamment d'une amélioration du solde des transactions sur les services et des transferts courants. En revanche, la balance commerciale et le solde des opérations sur les revenus des investissements se dégraderaient.

La balance commerciale passerait de -5,5 % du PIB en 2021 à -6,2 % du PIB en 2022. La reprise progressive des activités économiques contribuerait au développement des exportations et des importations, particulièrement avec la reprise des expéditions de nickel et de cobalt. La hausse du prix de ces produits miniers au niveau mondial et la croissance de la demande internationale de voitures électriques profiteraient au secteur minier. Sur le moyen terme, la balance commerciale garderait toutefois sa structure déficitaire.

**Tableau 2: Evolution du compte courant**

<i>En millions de DTS</i>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021e</b>	<b>2022p</b>
<b>Compte courant</b>	<b>-233.6</b>	<b>-481.6</b>	<b>-543.5</b>	<b>-518.9</b>
Biens et services	-482.3	-839.8	-882.5	-856.4
<i>Balance commerciale</i>	-610.9	-644.7	-540.9	-669.2
<i>Services</i>	128.6	-195.1	-341.6	-187.3
Revenus des investissements	-329.2	-275.6	-235.5	-252.9
Transferts courants	577.8	633.8	574.5	590.4

Source : BFM/DET

## **2. Compte en capital et financier**

Le compte des capitaux afficherait un solde positif équivalant à 2,1 % du PIB en 2022, après 1,7 % du PIB l'année précédente. Cette rubrique comprend principalement les « dons projet » pour le compte du gouvernement. Quant au compte financier, les investissements directs étrangers atteindraient 1,9 % du PIB en 2022, s'ils sont estimés à 1,8 % du PIB en 2021. Cette situation trouverait son origine dans la reprise des investissements notamment au niveau du secteur minier. Les tirages au titre des « prêts projets » du gouvernement se stabiliseraient autour de 4,1 % du PIB en 2021 et 2022.

**Tableau 3: Evolution du compte en capital et financier**

<i>En millions de DTS</i>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021e</b>	<b>2022p</b>
<b>Compte en capital et financier</b>	<b>192.1</b>	<b>327.0</b>	<b>657.9</b>	<b>401.1</b>
Compte des capitaux	244.4	153.3	168.4	220.0
Compte financier	-52.3	173.7	489.6	181.1
<i>Investissements directs (net)</i>	270.1	172.1	177.4	203.4
Autres	-322.4	1.6	312.1	-22.2
<i>Gouvernement</i>	131.0	168.0	336.9	339.5
<i>Secteur privé</i>	-232.1	-216.4	-323.8	-246.2
<i>Autres (net)</i>	-221.3	50.0	299.0	-115.5

Source : BFM/DET



### 3. Situation des paiements extérieurs

Le solde de la balance globale afficherait un déficit de -1,1% du PIB en 2022, si l'excédent était de 1,5 % du PIB en 2021. Les apports du FMI se replieraient de 0,9% du PIB en 2021 à 0,3% du PIB l'année suivante.

A moyen terme, les perspectives de reprise des exportations et des IDE permettraient d'avoir une croissance progressive du stock des réserves officielles de la BFM. Le stock de réserves brutes de la BFM représenterait en moyenne l'équivalent de 5,7 mois d'importations de Biens et services non-facteurs en 2022, après 6,4 mois en fin 2021.

En ce qui concerne les réserves officielles de changes de la BFM, son encours représenterait l'équivalent de 5, mois d'importations de biens et services non-facteurs en fin 2022, après 6,0 mois en fin 2021.

**Tableau 4 : Evolution de la balance globale**

<i>En millions de DTS</i>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021e</b>	<b>2022p</b>
<b>Balance globale</b>	<b>-85.9</b>	<b>-137.1</b>	<b>145.1</b>	<b>-117.8</b>
Compte courant	-233.6	-481.6	-543.5	-518.9
Compte en capital et financier	192.1	327.0	657.9	401.1
Autres (y.c. erreurs et omissions)	-44.4	17.5	30.6	0.0

Source : BFM/DET

## V. TAUX DE CHANGE

Sur les neuf premiers mois de 2021, la monnaie nationale s'est appréciée de 2,1 % par rapport à l'Euro, mais a perdu 3,1 % de sa valeur nominale face au Dollar. Cette dépréciation de l'Ariary face au Dollar est le reflet du comportement de la parité EUR/USD sur l'international où l'EUR/USD passait de 1,2281 Dollar pour 1,0 Euro (en fin décembre 2020) à 1,1636 Dollars pour 1,0 Euro (en fin septembre 2021), soit une appréciation du billet vert de 5,3 % sur la période. Sur l'ensemble de l'année 2021, la monnaie nationale connaîtrait une dépréciation. Cette situation serait principalement attribuable à la détérioration de la situation des paiements extérieurs du pays, marquée par les effets néfastes du Covid-19, mais aussi à la fluctuation de la parité Euro/Dollar sur le marché international.

En 2021, l'Ariary se déprécierait par rapport au Dollar mais s'apprécierait face à l'Euro. De 3 824,8 à 3 936,7 Ariary entre décembre 2020 et décembre 2021, la monnaie nationale perdrait de 2,9 % face au dollar US. Vis-à-vis de l'euro, l'appréciation serait de 0,3 % sur la même période, ce qui correspond à un gain de valeur de 4 687,0 à 4 670,8 Ariary en un an. Cette évolution a principalement été attribuable à la détérioration de la situation des paiements extérieurs, marquée par les impacts du Covid-19 expliquée plus haut, mais aussi à la fluctuation de la parité euro/dollar US sur le marché international.

**Tableau 5: Prévisions des taux de change**

Taux de change	2020 réal.		2021e		2022p		2023p		2024p	
	Moyen	Fin	Moyen	Fin	Moyen	Fin	Moyen	Fin	Moyen	Fin
DTS/Ariary	5 270,0	5 508,0	5 487,7	5 736,4	5 626,6	5 881,6	5 737,4	5 997,4	5 840,3	6 105,0
USD/Ariary	3 795,3	3 824,8	3 936,7	3 967,3	4 056,8	4 088,4	4 168,0	4 200,5	4 368,1	4 402,2
EUR/Ariary	4 314,1	4 687,0	4 670,8	5 074,6	4 788,4	5 202,3	4 874,7	5 296,1	4 962,2	5 391,1

Source : BFM/DET

e : estimation ; p : prévision

Sur le marché interbancaire des devises, la BFM mène des interventions sporadiques pour lisser les fortes fluctuations à court terme de la monnaie nationale, tout en veillant à maintenir un niveau adéquat de ses réserves. En 2022 et à moyen terme, il est attendu une stabilité en termes réels de la monnaie nationale et ce, en raison de la politique prudente de la BFM et de la prévision de l'amélioration graduelle attendue de la situation des paiements extérieurs du pays.

## VI. FINANCES PUBLIQUES

### 1. Recettes publiques

La crise économique engendrée par la pandémie de Covid-19 a provoqué une baisse importante des recettes fiscales en 2020. Le taux de pression fiscale (TPF) a ainsi diminué de 1,1 point de pourcentage en 2020 (9,9% du PIB contre 11% en 2019). L'amélioration de la situation en 2021 (et ce malgré la seconde vague) devrait ramener le volume des recettes fiscales à un niveau proche de celui de 2019 (soit 10,8% du PIB).

Pour 2022, les prévisions de recettes fiscales intérieures atteignent 4 219 milliards d'Ariary, comptant pour 57,93% des recettes fiscales totales. Ce montant correspond à 7% du PIB, soit une hausse de près de 1 point du PIB par rapport à la situation de recouvrement prévue pour 2021.

Quant aux recettes douanières, elles ont été les plus affectées par la crise en 2020. En 2022, la hausse des importations corollaire à la reprise économique et tirée entre autres par les grands projets d'investissements publics devraient permettre d'atteindre des recettes de 3 063,02 milliards d'Ariary dont 73% proviendraient des importations de marchandises non pétrolières. Ce montant correspond à 5,1% du PIB, soit une hausse de 0,3 point par rapport à 2021.

Les recettes non fiscales passent de 164,9 milliards d'Ariary dans la loi de finances rectificative 2021 à 174,6 milliards d'Ariary pour 2022. Elles sont essentiellement constituées des dividendes des sociétés à participation de l'Etat de 85,8 milliards d'Ariary ainsi que des redevances et frais administratifs de 67,4 milliards d'Ariary. Par ailleurs, le niveau des recettes non fiscales sera maintenu à 0,3% du PIB sur la période de 2023 à 2024.

## **2. Dépenses publiques**

Les dépenses de Soldes devraient s'élever à 3 266,7 milliards d'Ariary en 2022 (soit 5,4% du PIB), comptant pour 46,4% des recettes fiscales nettes. Ce montant correspondant à 27,8% des dépenses totales est en hausse de 325,1 milliards d'Ariary par rapport au niveau de 2021. Cette hausse des dépenses de Soldes s'explique par les recrutements massifs pour renforcer les secteurs de l'éducation, de la santé et de la sécurité publique.

Les dépenses de fonctionnement (hors intérêts) atteindraient 2 153.1 milliards d'Ariary en 2022 (soit 3,6% du PIB). Cette hausse par rapport à la LFR 2021 tire son origine dans les dépenses supplémentaires pour l'opérationnalisation des infrastructures construites en 2021 (exemples : hopitaux, CSB, EPP, bases opérationnelles avancées, etc.), les coûts récurrents des grands projets, ainsi que les engagements du Gouvernement.

Concernant les dépenses d'investissements publics, elles atteindraient 9,2% du PIB en 2022, soit 5 533,5 milliards d'Ariary, dont 1 947,5 milliards (35%) proviennent de financement interne. Parmi les sources de financement figure l'allocation de Droite de Tirages Spéciaux (DTS) du FMI. Madagascar a obtenu l'équivalent de 332 millions de Dollars (environ 1 300 milliards d'Ariary) et compte mobiliser une grande partie (1 100 milliards d'Ariary) en 2022 pour investir dans les projets prioritaires à la relance économique : énergie, infrastructures, social, et sécurité.

## **3. Déficit budgétaire**

Le déficit budgétaire pour 2022 est en légère baisse par rapport à celui de la loi de finances rectificative 2021. Ainsi, il s'établit à 3 453.0,0 milliards d'Ariary, soit 5.7% du PIB. Le financement intérieur du déficit sera assuré en partie par le recours aux emprunts publics à travers les Bons du trésor d'un montant net de 198,6 milliards d'Ariary. En outre, Madagascar utilisera l'allocation de DTS du FMI à hauteur de 1 100,0 milliards d'Ariary pour financer la relance économique du pays après le Covid-19. En ce qui concerne le financement extérieur, il est prévu le décaissement de 2 498,0 milliards d'Ariary à titre de prêts pour financer les projets d'investissement et les appuis budgétaires.

**Tableau 1: Principaux indicateurs économiques 2020-2024**

	2020	2021	2022	2023	2024
<i>(Variation en pourcentage; sauf indication contraire)</i>					
Produit intérieur brut et prix					
PIB à prix constants	-7.1	3.5	5.4	8.0	8.5
Déflateur du PIB	4.4	6.1	5.3	5.4	5.3
Indice des prix à la consommation (moyenne période)	4.2	6.0	6.4	6.3	6.1
Indice des prix à la consommation (fin de période)	4.5	7.0	6.4	6.3	6.1
Monnaie et crédit (En fin de période)					
Masse monétaire (M3)	12.1	17.8	17.9	10.2	9.6
Avoirs extérieurs net	5.7	-9.2	27.2	1.8	7.0
Avoirs intérieurs net	15.8	32.0	14.6	13.6	10.5
Crédits à l'économie	10.5	14.4	15.0	15.3	15.4
<i>(En pourcentage du PIB)</i>					
Finances publiques					
Recettes budgétaires (hors dons)	10.3	11.1	12.4	14.2	16.2
dont: Recettes fiscales nettes	9.5	10.6	11.7	13.5	15.4
Dons	2.5	1.7	2.1	1.5	1.3
dont: Dons courants	0.9	0.0	0.1	0.0	0.0
Dépenses totales	16.7	19.3	20.2	22.4	23.1
Dépenses courantes	10.0	11.9	11.0	10.4	10.4
Dépenses en capital	6.8	7.4	9.2	11.9	12.6
sur financement interne	2.9	2.6	3.2	5.4	6.0
sur financement externe	3.8	4.8	6.0	6.5	6.6
Solde global (base engagement)	-4.0	-6.4	-5.7	-6.6	-5.7
Variations des arriérés intérieurs	0.4	-0.2	0.0	0.0	0.0
Solde global (base caisse)	-3.5	-6.6	-5.7	-6.7	-5.7
Financement total	3.5	6.6	5.7	4.5	4.2
extérieur (net)	1.8	3.4	3.2	4.0	4.3
intérieur (net)	1.1	3.2	2.6	0.5	-0.1
Financement à trouver	0.0	0.0	0.0	-2.2	-1.5
Epargne et investissement					
Investissement	13.6	19.9	25.8	34.0	36.0
Public	6.8	7.4	9.2	11.9	12.6
Privé	6.8	12.5	16.6	22.0	23.4
Epargne nationale	8.7	14.4	21.0	27.6	28.7

Secteur extérieur					
Exportations de biens, fob	14.9	19.0	18.5	18.3	18.7
Importations de biens, caf	-21.8	-24.5	-24.7	-26.7	-27.6
Solde du compte courant (hors dons)	-7.6	-7.2	-7.0	-7.9	-8.5
Solde du compte courant (dons inclus)	-5.1	-5.5	-4.8	-6.4	-7.3
Dette publique	33.6	37.7	40.3	40.3	39.8
Extérieure	25.2	26.9	27.9	29.0	30.1
Intérieure	8.4	10.8	12.3	11.3	9.7
(Unités comme indiquées)					
Réserves brutes officielles (millions de DTS)	1 337.8	1 590.8	1 502.9	1 509.0	1 552.6
Mois d'importations de biens et services	6.0	6.0	5.0	4.2	3.8
Pour mémoire					
PIB par habitant (dollars américains)	477.2	490.8	513.4	553.4	587.1
PIB nominal (milliards d'Ariary)	49 453.2	54 327.1	60 261.8	68 616.8	78 387.6
Taux de change (moyenne période)					
DTS/Ariary	5 270.0	5 487.7	5 626.6	5 737.4	5 840.3
Dollars/Ariary	3 795.3	3 936.7	4 056.8	4 168.0	4 368.1
Euro/Ariary	4 314.1	4 670.8	4 788.4	4 874.7	4 962.2

**Tableau 2: Comptes nationaux 2020-2024**

	2020	2021	2022	2023	2024
<b>(Variation en pourcentage)</b>					
<b>Croissance réelle de l'offre</b>					
Secteur Primaire	0.6	2.7	3.4	5.1	5.3
Agriculture	0.6	3.0	3.8	6.0	6.0
Élevage et pêche	0.0	2.0	2.8	3.4	4.1
Sylviculture	2.8	1.8	1.0	1.0	1.0
Secteur Secondaire	-29.5	13.0	8.5	15.1	16.4
Industrie extractive	-56.8	35.8	19.0	31.2	31.7
Alimentaire, boisson, tabac	-13.2	6.2	4.5	4.9	5.0
Textile	-15.7	27.6	6.4	8.7	9.0
Bois, papiers, imprimerie	-12.0	2.3	2.3	3.1	3.1
Matériaux de construction	-18.4	-11.4	7.1	12.3	6.0
Industrie métallique	0.1	3.3	4.7	7.8	7.5
Machine, matériels électriques	0.2	1.8	1.8	2.0	2.2
Industries diverses	-15.9	1.8	2.1	4.8	4.9
Électricité, eau, gaz	-0.1	0.1	2.3	16.2	16.5
Secteur Tertiaire	-6.5	2.0	5.7	8.1	8.4
BTP	-9.3	2.9	12.9	16.3	17.1
Commerce, entretiens, réparations	-2.7	2.8	4.1	5.0	5.1
Hôtel, restaurant	-55.8	-76.6	13.1	28.5	29.3
Transport	-6.4	4.8	6.5	9.7	9.9
Poste et télécommunication	19.5	9.1	9.2	12.2	12.0
Banque, assurance	-12.8	4.3	4.4	5.4	5.5
Services aux entreprises	-8.1	2.0	1.7	4.3	4.2
Administration	-2.9	1.2	1.4	2.5	1.1
Education	-12.8	2.0	2.0	3.0	3.0
Santé	15.3	4.0	1.7	2.4	2.4
Services rendus aux ménages	-9.3	1.2	1.2	2.0	2.1
SIFIM	19.2	4.3	5.3	5.3	6.6
Impôts sur les produits	13.3	3.1	4.3	4.9	5.3
PIB aux prix d'acquisition	-7.1	3.5	5.4	8.0	8.5
<b>(En pourcentage du PIB)</b>					
<b>Composition nominale de la demande</b>					
Consommation finale	95.1	89.1	82.2	75.5	73.9
Publique	8.8	11.3	10.1	9.6	9.7
Privée	86.3	77.8	72.0	65.9	64.2

Investissement brut	13.6	19.9	25.8	34.0	36.0
Public	6.8	7.4	9.2	11.9	12.6
Privé	6.8	12.5	16.6	22.0	23.4
<i>dont: Investissements directs étrangers</i>	1.8	1.8	1.9	2.1	2.7
Exportations nettes de bsnf	-8.7	-8.9	-8.0	-9.5	-9.9
Exportations de bsnf	20.1	23.2	25.5	26.3	26.7
Importations de bsnf	28.9	32.1	33.5	35.8	36.6
Balance courante	-4.9	-5.5	-4.8	-6.4	-7.3
Epargne nationale	8.7	14.4	21.0	27.6	28.7
Publique	3.2	0.8	3.5	5.2	6.9
Privée	5.4	13.6	17.5	22.3	21.8
<i>(En milliards d'Ariary)</i>					
PIB nominal	49 453.2	54 327.1	60 261.8	68 616.8	78 387.6
PIB au prix constant de 2007	20 318.5	21 038.3	22 164.0	23 937.1	25 971.7

**Tableau 3: Opérations Globales du Trésor 2020-2024**

	2020	2021	2022	2023	2024
(En milliards d'ariary)					
Total des recettes et des dons	6 320.7	6 978.3	8 741.9	10 794.2	13 641.4
Recettes totales (hors dons)	5 078.0	6 053.9	7 456.6	9 751.6	12 660.1
Recettes fiscales brutes	4 898.2	5 889.0	7 282.0	9 565.9	12 445.6
Impôts	2 710.8	3 301.3	4 219.0	5 362.3	6 918.7
Douanes	2 187.4	2 587.7	3 063.0	4 203.6	5 526.9
Remboursement TVA	132.2	124.5	185.0	229.4	296.0
Remboursement TVAPP	59.4	30.0	52.0	60.0	70.8
Recettes fiscales nettes	4 706.6	5 734.6	7 045.0	9 276.5	12 078.8
Impôts	2 578.6	3 176.9	4 034.0	5 132.9	6 622.7
Douanes	2 128.0	2 557.7	3 011.0	4 143.6	5 456.1
Recettes non fiscales	179.8	164.9	174.6	185.7	214.5
Dons	1 242.7	924.4	1 285.3	1 042.6	981.3
Courants	434.7	0.4	47.3	0.0	0.0
En capital	808.0	924.0	1 238.0	1 042.6	981.3
Dépenses totales	8 276.8	10 463.8	12 164.9	15 356.3	18 081.5
Dépenses courantes	4 934.1	6 461.3	6 631.4	7 162.5	8 170.4
Dépenses budgétaires	5 377.7	5 814.1	6 214.4	6 761.7	7 674.9
Dépenses de personnels	2 785.9	3 048.8	3 510.9	3 758.3	4 341.1
dont: Soldes	2 591.0	2 853.4	3 266.7	3 500.4	4 043.3
dont: Indemintés	194.9	195.5	244.2	257.9	297.9
Intérêts dus sur	361.6	434.0	550.4	628.1	590.1
dette extérieure	115.2	173.1	240.0	263.5	278.2
dette intérieure	246.3	260.9	310.4	364.6	311.9
Fonctionnement hors Intérêts	2 230.2	2 331.2	2 153.1	2 375.3	2 743.6
Biens et services	338.3	448.6	513.9	537.4	620.8
Subventions et transferts	1 891.9	1 882.6	1 639.2	1 837.9	2 122.9
Autres opérations nettes du Trésor	-443.6	647.2	417.0	400.8	495.5
dont: Remboursement TVA	191.6	154.5	237.0	289.4	366.8
Autres	-635.2	492.8	180.0	111.4	128.7
Dépenses en capital	3 342.7	4 002.5	5 533.5	8 193.8	9 911.1
Financement interne	1 449.9	1 396.3	1 947.5	3 717.2	4 716.6
Financement externe	1 892.8	2 606.1	3 586.0	4 476.6	5 194.5



Emprunts extérieurs	1 084.7	1 682.1	2 348.0	3 434.0	4 213.2
Subventions extérieures	808.0	924.0	1 238.0	1 042.6	981.3
<b>Soldes</b>					
Déficit base des engagements	-1 956.1	-3 485.4	-3 423.0	-4 562.1	-4 440.1
Variations des arriérés intérieurs	219.5	-87.0	-30.0	-30.0	-30.0
Déficit global base caisse	-1 736.6	-3 572.4	-3 453.0	-4 592.1	-4 470.1
Solde primaire, base caisse	-944.5	-1 369.7	-571.9	-500.0	363.2
<b>Financement</b>					
Extérieur (net)	885.4	1 849.0	1 910.0	2 748.8	3 391.8
Tirages	1 161.5	2 229.1	2 498.0	3 434.0	4 213.2
dont: Prêts projets	1 084.7	1 682.1	2 348.0	3 434.0	4 213.2
dont: Prêts programmes	76.7	547.0	150.0	0.0	0.0
Amortissement	-276.1	-380.1	-588.0	-685.2	-821.5
Intérieur (net)	524.5	1 723.4	1 543.0	333.3	-117.1
Système bancaire	596.6	1 772.6	1 544.6	306.2	-121.9
<i>dont: Banque centrale</i>	287.8	1 511.8	1 359.6	225.4	-232.3
<i>dont: FMI</i>	1 301.4	536.0	280.0	280.4	142.7
Système non bancaire	-72.1	-49.2	-1.6	27.1	4.8
Allocation DTS/FMI	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Effets de la variation de change	18.9	0.0	0.0	0.0	0.0
Dépôts des correspondants du Trésor	307.8	0.0	0.0	0.0	0.0
Gap ou écart de financement	0.0	0.0	0.0	-1 510.0	-1 195.5
<i>(en millions de dollars)</i>	0.0	0.0	0.0	-362.3	-273.7

**Tableau 4: Opérations Globales du Trésor 2020-2024**

	2020	2021	2022	2023	2024
<i>(En pourcentage du PIB)</i>					
Total des recettes et des dons	12.8	12.8	14.5	15.7	17.4
Recettes totales (hors dons)	10.3	11.1	12.4	14.2	16.2
Recettes fiscales brutes	9.9	10.8	12.1	13.9	15.9
Impôts	5.5	6.1	7.0	7.8	8.8
Douanes	4.4	4.8	5.1	6.1	7.1
Remboursement TVA	0.3	0.2	0.3	0.3	0.4
Remboursement TVAPP	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Recettes fiscales nettes	9.5	10.6	11.7	13.5	15.4
Impôts	5.2	5.8	6.7	7.5	8.4
Douanes	4.3	4.7	5.0	6.0	7.0
Recettes non fiscales	0.4	0.3	0.3	0.3	0.3
Dons	2.5	1.7	2.1	1.5	1.3
Courants	0.9	0.0	0.1	0.0	0.0
En capital	1.6	1.7	2.1	1.5	1.3
Dépenses totales	16.7	19.3	20.2	22.4	23.1
Dépenses courantes	10.0	11.9	11.0	10.4	10.4
Dépenses budgétaires	10.9	10.7	10.3	9.9	9.8
Dépenses de personnels	5.6	5.6	5.8	5.5	5.5
dont: Soldes	5.2	5.3	5.4	5.1	5.2
dont: Indemintés	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4
Intérêts dus sur	0.7	0.8	0.9	0.9	0.8
dette extérieure	0.2	0.3	0.4	0.4	0.4
dette intérieure	0.5	0.5	0.5	0.5	0.4
Fonctionnement hors Intérêts	4.5	4.3	3.6	3.5	3.5
Biens et services	0.7	0.8	0.9	0.8	0.8
Subventions et transferts	3.8	3.5	2.7	2.7	2.7
Autres opérations nettes du Trésor	-0.9	1.2	0.7	0.6	0.6
dont: Remboursement TVA	0.4	0.3	0.4	0.4	0.5
Autres	-1.3	0.9	0.3	0.2	0.2
Dépenses en capital	6.8	7.4	9.2	11.9	12.6

Financement interne	2.9	2.6	3.2	5.4	6.0
Financement externe	3.8	4.8	6.0	6.5	6.6
Emprunts extérieurs	2.2	3.1	3.9	5.0	5.4
Subventions extérieures	1.6	1.7	2.1	1.5	1.3
Soldes					
Déficit base des engagements	-4.0	-6.4	-5.7	-6.6	-5.7
Variations des arriérés intérieurs	0.4	-0.2	0.0	0.0	0.0
Déficit global base caisse	-3.5	-6.6	-5.7	-6.7	-5.7
Solde primaire, base caisse	-1.9	-2.5	-0.9	-0.7	0.5
Financement	3.5	6.6	5.7	4.5	4.2
Extérieur (net)	1.8	3.4	3.2	4.0	4.3
Tirages	2.3	4.1	4.1	5.0	5.4
dont: Prêts projets	2.2	3.1	3.9	5.0	5.4
dont: Prêts programmes	0.2	1.0	0.2	0.0	0.0
Amortissement	-0.6	-0.7	-1.0	-1.0	-1.0
Intérieur (net)	1.1	3.2	2.6	0.5	-0.1
Système bancaire	1.2	3.3	2.6	0.4	-0.2
<i>dont: Banque centrale</i>	0.6	2.8	2.3	0.3	-0.3
<i>dont: FMI</i>	2.6	1.0	0.5	0.4	0.2
Système non bancaire	-0.1	-0.1	0.0	0.0	0.0
Allocation DTS/FMI	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Effets de la variation de change	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Dépôts des correspondants du Trésor	0.6	0.0	0.0	0.0	0.0
Gap ou écart de financement	0.0	0.0	0.0	-2.2	-1.5

**Tableau 5: Balance des paiements 2020-2024**

	2020	2021	2022	2023	2024
<i>(En million de DTS)</i>					
Compte courant	-481.6	-543.5	-518.9	-768.6	-979.3
Biens et services	-839.8	-882.5	-856.4	-1 131.7	-1 328.1
Balance commerciale	-644.7	-540.9	-669.2	-996.6	-1 192.7
Exportations FOB	1 401.6	1 880.3	1 980.5	2 193.1	2 516.5
Importations FOB	-2 046.3	-2 421.2	-2 649.7	-3 189.7	-3 709.2
Services (solde)	-195.1	-341.6	-187.3	-135.1	-135.4
Recettes	444.4	413.2	754.8	957.6	1 069.9
Paiements	-639.4	-754.8	-942.1	-1 092.7	-1 205.4
Revenus des investissements	-275.6	-235.5	-252.9	-273.6	-333.6
Recettes	32.3	38.7	39.9	41.1	47.2
Paiements	-307.9	-274.2	-292.7	-314.7	-380.8
<i>dont: Intérêts de la dette publique</i>	-21.9	-31.5	-42.7	-45.9	-47.6
Transferts courants	633.8	574.5	590.4	636.7	682.5
Administrations publiques	103.5	22.6	24.2	25.6	27.3
<i>dont: Aide budgétaire</i>	82.5	0.1	8.4	0.0	0.0
Autres secteurs	530.4	551.9	566.2	611.1	655.2
Compte capital et financier	327.0	657.9	401.1	499.9	830.2
Compte des capitaux	153.3	168.4	220.0	181.7	168.0
Administration publique	153.3	168.4	220.0	181.7	168.0
Autres secteurs	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Compte financier	173.7	489.6	181.1	318.2	662.1
Investissements directs (net)	172.1	177.4	203.4	246.5	363.6
Investissements de portefeuille	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Autres	1.6	312.1	-22.2	71.7	298.6
Gouvernement	168.0	336.9	339.5	479.1	580.8
Tirages	220.4	406.2	444.0	598.5	721.4
PIP	205.8	306.5	417.3	598.5	721.4
Aide budgétaire	14.6	99.7	26.7	0.0	0.0
Amortissements	-52.4	-69.3	-104.5	-119.4	-140.7
Autres secteurs	-121.9	-331.6	-246.2	-248.8	-146.2
Banques commerciales (net)	-94.5	7.8	0.0	0.0	0.0
Autres (net)	50.0	299.0	-115.5	-158.6	-136.0

Autres (y.c. erreurs et omissions)	17.5	30.6	0.0	0.0	0.0
Balance globale	-137.1	145.1	-117.8	-268.7	-149.1
Financement	137.1	-145.1	117.8	268.7	149.1
Avoirs extérieurs nets (augmentation -)	131.0	-166.1	114.8	5.5	-53.6
F.M.I. (net)	274.9	86.9	26.9	11.7	-10.0
Autres avoirs, nets (augmentation -)	-143.9	-253.0	88.0	-6.2	-43.6
Variation nette des arrières (excl. BCM)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Allègement et annulation de la dette	6.1	21.0	3.0	0.0	-2.0
Gap de financement résiduel	0.0	0.0	0.0	263.2	204.7

**Tableau 6: Situation monétaire 2020-2024**

	2020	2021	2022	2023	2024
	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.
<i>(En milliards d'Ariary)</i>					
<b>Masse monétaire</b>					
Circulation fiduciaire	3 570.2	3 853.7	4 146.9	4 449.1	4 881.3
Dépôts totaux (y compris DAT, dép. d'épar. et oblig.)	10 620.1	12 864.6	15 567.5	17 282.2	18 929.9
<b>Agrégat (M3) = Contreparties</b>	<b>14 190.3</b>	<b>16 718.4</b>	<b>19 714.5</b>	<b>21 731.3</b>	<b>23 811.1</b>
<b>Avoirs extérieurs nets</b>	<b>4 876.3</b>	<b>4 428.3</b>	<b>5 633.9</b>	<b>5 737.7</b>	<b>6 139.8</b>
Banque centrale	3 597.3	3 252.2	4 439.8	4 514.9	4 898.7
Banque de dépôts	1 279.1	1 176.1	1 194.0	1 222.8	1 241.1
<b>Avoirs intérieurs nets</b>	<b>9 314.0</b>	<b>12 290.1</b>	<b>14 080.6</b>	<b>15 993.6</b>	<b>17 671.3</b>
<b>Crédit intérieur net</b>	<b>10 685.3</b>	<b>13 601.6</b>	<b>15 388.6</b>	<b>17 263.6</b>	<b>18 965.2</b>
<b>Créances nettes sur l'Etat</b>	<b>2 893.0</b>	<b>4 691.0</b>	<b>5 141.5</b>	<b>5 447.7</b>	<b>5 325.8</b>
CNE du S.B.	2 608.5	4 380.9	4 831.4	5 137.6	5 015.7
Banque centrale	1 043.7	2 545.8	2 811.3	3 036.7	2 804.4
Banques	1 564.8	1 835.2	2 020.2	2 100.9	2 211.3
Autres créances nettes	284.6	310.1	310.1	310.1	310.1
<b>Crédits à l'économie</b>	<b>7 792.3</b>	<b>8 910.5</b>	<b>10 247.1</b>	<b>11 815.9</b>	<b>13 639.4</b>
Banque centrale	26.2	28.2	30.2	31.2	32.2
Trésor	131.1	102.1	102.1	102.1	102.1
Banques	7 634.9	8 780.2	10 114.8	11 682.6	13 505.0
<b>Autres postes nets</b>	<b>-1 371.3</b>	<b>-1 311.5</b>	<b>-1 308.0</b>	<b>-1 270.1</b>	<b>-1 293.9</b>
<b>Pour mémoire</b>					
Taux de change (DTS/Ariary, fin de période)	5 508.8	5 599.4	5 653.2	5 764.5	5 867.9
Vitesse de circulation de la monnaie	3.5	3.2	3.1	3.2	3.3
<i>(En million de DTS)</i>					
Avoirs Extérieurs Nets	653.0	819.1	704.3	698.8	752.4
Avoirs Extérieurs Bruts	1 337.8	1 590.8	1 502.9	1 509.0	1 552.6
Engagements Extérieurs à CT et LT	684.8	771.7	798.5	810.2	800.2

# ANNEXE 2

DOCUMENT  
DE  
PERFORMANCE



Pour l'année 2022, des efforts ont été initiés pour faciliter la lecture du document de performance. Dans ce sens, le tableau ci-après résume les principaux produits inscrits au niveau des PIP Internes en alignement aux Objectifs de Développement Durable (ODD).

*Tableau des principaux produits inscrits au niveau des PIP sur financement interne*

ODD et Produits	Programmes ministériels concernés	Valeurs cibles
<b>ODD 02 - Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable</b>		
Abattoirs Manara-penitra	MINAE/Elevage	3 unités
Bateau de pêcheurs : Lakana mitsitsy	MPEB/Développement de la pêche et des ressources halieutiques	400 unités
Centres frigorifiques	MPEB/Développement de la pêche et des ressources halieutiques	4 centres
Païement acompte hélicoptère (lutte antiacridienne)	MDN/Pilotage de la politique de défense	1 hélicoptère
Projet Titre vert	MINAE/Agriculture	4 Régions
Puces électroniques d'identification bovine	MINAE/Elevage	70 000 puces
Tsenan' omby Manara-penitra	MINAE/Elevage	3 tsena

<b>ODD 03 - Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge</b>		
Académie de sport de haut niveau	MJS /Sports	1 académie
Cotisations au Fonds Mondial	MINSAN/Lutte contre les maladies	1 million USD
CSB	MINSAN/Fourniture des soins de santé de qualité	69 CSB
Dotation de poche de sang et réactifs au niveau des centres de transfusion sanguine	MINSAN/Fourniture des soins de santé de qualité	3,45 Mds Ar
Hôpital Manara-penitra	MINSAN/Fourniture des soins de santé de qualité	15 HMP
Intrants de santé : ACT et RDT	MINSAN/Lutte contre les maladies	36 649 ACT et 42 564 RDT
Intrants de santé : implanons et levoplans	MINSAN/Lutte contre les maladies	59 910 implanons et 51 280 levoplans
Intrants de santé : médicaments d'urgence	MINSAN/Lutte contre les maladies	750 millions Ar
Intrants de santé au niveau des Formations Sanitaires	MINSAN/Lutte contre les maladies	114 districts
Kit d'accouchement	MINSAN/Survie et développement de la mère et de l'enfant	9 500 Kits Individuels d'Accouchement
Logement an niveau des CSB	MINSAN/Fourniture des soins de santé de qualité	69 logements CSB
Logement au niveau des HMP	MINSAN/Administration et Coordination	15 logements HMP
Stade manara-penitra	MJS /Sports	4 Stades
Vaccins enfants et femmes enceintes	MINSAN/Survie et développement de la mère et de l'enfant	909 250 enfants moins de 1 an et 731 882 femmes enceintes vaccinés

<b>ODD 04 - Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité sur un pied d'égalité et promouvoir les possibilités d'apprentissage</b>		
Poursuite des infrastructures de l'Education Manara-penitra	MEN/Education fondamentale de 9 ans	22 Mds Ar

ODD et Produits	Programmes ministériels concernés	Valeurs cibles
<b>ODD 06 - Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau</b>		
Camion de forage	MEAH/Développement de l'accès à l'eau et aux infrastructures d'assainissement	7 camions
Pipeline EFAHO	MEAH/Développement de l'accès à l'eau et aux infrastructures d'assainissement	87 Km

<b>ODD 07 - Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable</b>		
Centrale hybride	MEH /Développement des infrastructures électriques et des ressources d'énergie locales	7 unités

<b>ODD 08 - Promouvoir une croissance économique soutenue partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous</b>		
ODOF	MICC/Industrie	23 districts
Usine de construction de tuyau	MEAH/Développement de l'accès à l'eau et aux infrastructures d'assainissement	1 Usine

<b>ODD 09 - Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation</b>		
Pack d'engins pour les Régions	MID/Administration et Coordination	2 packs
Pont modulaire	TP/Développement des infrastructures routières	70 m
Route d'accès à l'Aéroport d'Ampanihy	TP/Développement des infrastructures routières	1Km de piste d'atterrissage et 2,5Km de route d'accès
Route Maroantsetra et Antalaha	TP/Développement des infrastructures routières	130 Km
Route reliant Antanifotsy à Marolambo	TP/Développement des infrastructures routières	60 Km
Route RNS 11 et RNT 11 reliant Mananjary et Mahanoro	TP/Développement des infrastructures routières	184 Km
Route RNS 13 entre Carrefour RNP Ikalamainty et Betroka	TP/Développement des infrastructures routières	118 Km
Train urbain (paiement 2ème tranche)	MTM/Transports Routier et Ferroviaire	48,6 Mds Ar

<b>ODD 11 - Faire en sorte que les villes et établissements humains soient ouverts à tous, surs, résilients et durables</b>		
CIAD	MID/Administration Territoriale	250 millions Ar par Député
Investissement Gouvernorat	MID/Décentralisation et Développement Local	2 Mds Ar par Région
Sites logements sociaux	SENVH/Nouvelles Villes et Logements	2 000 logements pour 50 districts
Système d'archivage des services fonciers	MATSF/Domaine et sécurisation foncière	16 services fonciers
Véhicule Pompier par Région	MID/Administration et Coordination	23 véhicules

ODD et Produits	Programmes ministériels concernés	Valeurs cibles
<b>ODD 15 - Préserver et restaurer des écosystèmes terrestres en veillant à les exploiter de façon durable</b>		
Canadair	MEDD/Gestion durable des ressources naturelles	1 Canadair

<b>ODD 16 - Promouvoir l'avènement des sociétés pacifiques et ouvertes aux fins de développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place à tous les niveaux des institutions efficaces, responsables et ouvertes</b>		
Direction Régionale de la Sécurité Publique	MSP/Sécurité publique	2 DRSP
Equipement des bureaux de l'Etat civil	MID/Administration Territoriale	107 Communes
Entretien des aéronefs	MDN/Pilotage de la politique de défense	3,5 Mds Ar
Groupement des forces spéciales d'intervention	MDN/Pilotage de la politique de défense	1 base
Guichet unique des services fonciers	MATSF/Domaine et sécurisation foncière	4 guichets
Hôtel des Finances	MEF/Administration et Coordination	1 Hôtel
Poursuite des infrastructures de la Sécurité Publique	MSP/Sécurité publique	22 Districts
Titres fonciers (rétablissement des Boky Rovitra)	MATSF/Domaine et sécurisation foncière	10 000 dossiers rétablis
Titres fonciers	MATSF/Domaine et sécurisation foncière	70 000 titres
Zone de défense et sécurité	MDN/Pilotage de la politique de défense	4 ZDS